

COMMUNIQUE DU DAL 38

MOBILISATION DES SANS-LOGIS DU PARC ALLIANCE : IL FAUT DES RELOGEMENTS PÉRENNES POUR TOUTES ET TOUS !

Mardi 31 novembre 2021, des familles sans-logis, avec enfants, ont investi pacifiquement la bibliothèque Alliance, au 90 rue de Stalingrad pour légitimement se mettre au chaud. En hiver et en pleine pandémie, ces familles survivaient depuis des mois dans le froid, la pluie, et actuellement le gel, sous des toiles de tentes. Cette situation insupportable, intolérable, a duré de nombreux mois sans action des pouvoirs publics. Les familles n'ont pas seulement sollicité sans relâche le 115, elles se sont également rassemblées devant la préfecture et la DDETS, mais n'ont reçu que du mépris de la part des autorités.

Comme souvent, la solidarité et les soutiens sont venus d'ailleurs. Des voisins et voisines du campement, de collectifs et associations mobilisés, d'individus scandalisés par la situation, et puis, en dernier recours, des bibliothécaires de l'Alliance, convaincues de la légitimité de l'action des habitants du campement, habituées déjà à lutter contre les coupes budgétaires et pour leurs conditions de travail.

Dès le soir même, un représentant du cabinet du maire monsieur Enzo Lesourt conseiller spécial du maire Eric Piolle est venu affirmant aux personnes qu'elles pouvaient rester sur place pour la nuit et que des solutions seraient trouvées le lendemain. Il a expliqué aux familles que la mairie demandait au Préfet de l'Isère l'ouverture de places d'hébergement. Et qu'il reviendrait les tenir au courant du résultat de ces démarches.

Le lendemain, mercredi 1^{er} décembre vers 16h, alors que tout le monde attendait le retour d'informations, sous une pluie battante et sans avertissement, un camion de la ville de Grenoble et un bulldozer sont arrivés pour raser le camp. Devant l'opposition des familles du campement et des soutiens présents, ils ont fait demi-tour. Environ une demi-heure après, une dizaine de camions de CRS se sont garés devant la bibliothèque. Les policiers ont annoncé leurs intentions d'évacuer les lieux suite à une plainte de la mairie et de procéder à des contrôles d'identité, avant d'emmener les familles ailleurs. Face à l'opposition et aux protestations des soutiens, les policiers ont rétorqué à coups de matraques et de gaz lacrymogène. Les familles ont été sorties aussi sèchement, sans prendre le temps ni de s'habiller contre le froid, ni de remballer leurs affaires, ni même de prendre leurs enfants par la main. Des parents se sont ainsi retrouvés dehors, séparés de leurs enfants encore à l'intérieur.

C'est dans cette confusion, cet état de choc et de panique que l'annonce a été faite aux habitants du campement qu'un bus allait emmener une partie d'entre eux dans un hébergement en dehors de Grenoble. **Le représentant de la préfecture a refusé de préciser où se trouvait cet hébergement et pour**

combien de temps. La plupart des personnes, comme il était prévisible, ont alors pris la fuite, pensant que c'était un piège de la Préfecture. Comment réagir autrement après les pratiques policières auxquelles elles venaient d'assister ?

Quand le bus est arrivé, une demi-heure plus tard, toujours sous la pluie, à la nuit tombée, il n'y avait plus personne pour monter dedans...

Sous protection policière, le bulldozer a alors commencé le sale boulot, balançant dans une benne les affaires des familles et leurs tentes.

En réponse à ce scandale les familles et les soutiens à leurs côtés décidaient d'appeler en urgence à un rassemblement le lendemain devant la mairie de Grenoble et la Préfecture afin d'exiger des explications et surtout des solutions immédiates pour que les habitantEs de l'Alliance ne passent pas une nuit de plus dehors. Le jeudi 2 décembre à 12H plus de 200 personnes choquées et indignées par les événements de la veille ont manifesté leur solidarité et leur colère.

L'attente a duré tout l'après-midi, par un froid glacial, jusqu'à ce que les familles envisagent de passer la nuit sur le parvis de la mairie et que de nouvelles tentes soient dépliées. En fin de journée, la mairie a fini par annoncer l'ouverture d'une salle municipale pour la nuit du 2 décembre et le lendemain, grâce à une solidarité exemplaire, 42 personnes sont enfin hébergées dans un hôtel à Moirans par la Préfecture de l'Isère et 17 dans des hôtels de la Métropole par le CCAS de la ville de Grenoble. SEULE LA LUTTE PAYE !

C'est évidemment une victoire réjouissante, mais la stratégie des institutions pose question. Pourquoi dépenser une fortune pour des hébergements en chambres d'hôtel dont la disponibilité se réduit peu à peu, les conditions d'habitat sont précaires et pas adaptées, et qui aboutiront très probablement à une remise à la rue des personnes, et ainsi à une nouvelle mobilisation... alors que les logements vacants sont là, qu'ils sont 50 000 en Isère d'après l'Insee, qu'ils sont moins chers, et qu'ils sont pérennes ? **Encore et toujours, nous demandons l'application de la loi de réquisition.**

Une semaine après les événements, les militantEs du DAL 38 totalement solidaires de ces familles veulent comprendre comment une telle violence a pu se déployer alors même que des discussions étaient en cours et que des solutions se dessinaient. Nous voulons des explications et exigeons toujours :

- L'ouverture en URGENCE de places pour un hébergement inconditionnel et digne jusqu'au relogement, comme prévu par la loi, de toutes les personnes sans-abri.
- L'application de la loi de réquisition, par le préfet et les maires des logements et bâtiments vides.
- L'arrêt des expulsions sans relogement, et l'application de la loi DAHO et DALO.
- La fin des violences et discriminations envers les personnes sans-logis et les populations exilées.

UN TOIT C'EST UN DROIT !

Grenoble, le 7 décembre 2021

Fait à